



Section du Bas-Rhin

CTL du 22 septembre 2015

Déclaration liminaire de la délégation F.O.-DGFIP

Monsieur le Président,

Face aux enjeux : des moyens !

Pour FO DGFIP 67, il est inacceptable que le gouvernement poursuive et accélère la politique de baisse des effectifs et des crédits dans les directions de Bercy.

Les élus FO dénoncent le double discours de nos ministres qui affichent leur volonté d'améliorer les rentrées budgétaires permettant de résorber les déficits publics, et dans le même temps ne cessent de supprimer les emplois des agents qui exercent ces missions.

FO Finances a condamné avec la plus grande fermeté les 2 548 nouvelles suppressions d'emplois au Ministère envisagées dans le PLF 2016.

Avec les 2 1000 nouvelles suppressions estimées à la DGFIP, ce sera près d'un quart des emplois qui aura été détruit en 15 ans aux Finances publiques.

Compte tenu du taux de recouvrement de 98% et près de 66% de contribuables mensualisés, la mise en place de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu est un artifice, pour mieux anticiper le projet de fusion IR/CSG, que la Confédération FO rejette.

Le syndicat FO réitère sa demande d'une véritable réforme fiscale qui permettra plus de justice et d'égalité entre les citoyens.

FO condamne toutes les restructurations qui ont un but commun : justifier la poursuite des suppressions d'emplois et des fermetures de services, au détriment de la qualité du service public rendu aux citoyens.

Les restructurations présentées aujourd'hui à ce CTL ne sont rien d'autre qu'un plan social déguisé débutant par la suppression de structures représentants, encore, le Service public républicain de proximité.

FO DGFIP exige sans délai la publication de la cartographie des restructurations à venir, jusqu'ici volontairement cachée sur ordre ministériel.

FO DGFIP 67 réaffirme le caractère prioritaire des missions et des emplois dans les ministères économiques, financiers et industriels pour le redressement des finances publiques de l'État et la sécurité des citoyens !

Halte aux réformes destructrices d'emplois !

Le syndicat FO rappelle son opposition à la réforme territoriale.

Elle éloigne le service public des usagers et tend à différencier les droits des citoyens selon leurs régions, au plus grand mépris du principe d'égalité républicaine.

Cette réforme a pour conséquence de poursuivre la désorganisation des services de l'État, dont certains sont déjà largement démantelés par les précédentes réformes (RGPP, Réate, MAP).

FO dénonce le mensonge gouvernemental sur le prétendu maintien de tous les services régionaux dans les années à venir.

Les transferts géographiques et fonctionnels de plusieurs milliers d'agents dès le 1^{er} janvier 2016, ne sont que le prélude à une vaste restructuration, avec pour principal objectif, de supprimer encore et toujours des emplois publics.

Pour Force Ouvrière, cette réforme territoriale est une dérive vers « *la République des territoires* », où chaque citoyen n'a plus les mêmes droits d'accès au service public.

Pour une reconnaissance de l'investissement professionnel des agents

FO DGFIP 67 condamne la politique d'austérité salariale menée depuis plusieurs années et exige la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice, élément central et prioritaire du traitement.

Les propositions formulées par la Ministre de la Fonction Publique dans le cadre de la négociation sur « les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations », ne sont pas à ce jour à la hauteur des attentes des personnels.

La délégation FO demande la non application du RIFSEEP à l'ensemble des corps des agents gérés par les ministères économiques et financiers.

Les élus FO condamnent la baisse ininterrompue des promotions internes (-70% depuis 2012) et exige un plan exceptionnel à la hauteur de l'investissement professionnel et de la technicité croissante des agents.

Enfin, Force Ouvrière revendique la transformation de la prime collective de performance en une revalorisation uniforme de l'Indemnité Mensuelle de Technicité (IMT), pour l'ensemble des agents.